



NPA

sante-secu-social.npa2009.org

FACE AU COVID, PRIORITÉ À LA SANTÉ ! ÉTAT D'URGENCE, CONFINEMENT AUTORITAIRE, SANCTIONS. IMPOSONS D'AUTRES SOLUTIONS !

À l'hôpital, le cauchemar recommence. Après la « première » vague en mars avril, la deuxième, cet automne frappe et frappe fort. A nouveau les services sont pleins. Il faut à nouveau pousser les murs pour accueillir les patients « Covid » et les soigner, en essayant de ne pas sacrifier les autres malades. Cette fois toutes les régions sont touchées.

La pénurie de personnel est critique et rend les conditions de travail encore plus difficiles. Epuisés, écœurés du manque de reconnaissance, certains démissionnent. Les « renforts », n'arrivent guère pour les remplacer. Les étudiants infirmiers refusent de plus en plus de sacrifier leur formation pour une indemnité dérisoire.

Les « héros » d'hier sont re-devenus des oubliés et ne le supportent plus. Ainsi, les 40 000 personnels du secteur social et médico-social se voient toujours refuser l'augmentation de salaire de 183 euros attribuées à leurs collègues des services hospitaliers. Les hospitaliers atteints du Covid-19 qui n'ont pas été placés sous assistance respiratoire ne sont pas reconnus en maladie professionnelle même s'ils ont des séquelles sérieuses. Au CHU de Nantes, les cadres eux-mêmes n'acceptent plus « de gérer l'absentéisme, en l'absence de moyens quantitatifs et qualitatifs suffisants » et se sont mis en grève.

Les « héros » d'hier sont re-devenus des oubliés et ne le supportent plus. Ainsi, les 40 000 personnels du secteur social et médico-social se voient toujours refuser l'augmentation de salaire de 183 euros attribuées à leurs collègues des services hospitaliers. Les hospitaliers atteints du Covid-19 qui n'ont pas été placés sous assistance respiratoire ne sont pas reconnus en maladie professionnelle même s'ils ont des séquelles sérieuses. Au CHU de Nantes, les cadres eux-mêmes n'acceptent plus « de gérer l'absentéisme, en l'absence de moyens quantitatifs et qualitatifs suffisants » et se sont mis en grève.

UN CONFINEMENT AUTORITAIRE ET INEFFICACE

Macron, Castex, Vèran prétendent que la deuxième vague a pris une ampleur « imprévisible ». La réalité

est qu'ils n'ont rien voulu prévoir. Pendant des mois ils ont refusé d'entendre, leurs propres experts du « conseil scientifique » qui les alertaient sur le retour de l'épidémie. Ils n'ont pas davantage entendu les personnels hospitaliers qui exigeaient des recrutements immédiats et pérennes.

La seule voix qu'ils aient écoutée est celle du patronat réclamant que la machine à profits tourne à plein, même au prix de la santé de la population. A nouveau débordés par une épidémie hors de contrôle, ils ont imposé un nouveau confinement, autoritaire, absurde et inefficace.

Pour ceux qui travaillent, et pour la jeunesse qui étu-



die, la vie doit se résumer au slogan « métro boulot dodo ». Pour ceux à qui on interdit de travailler, c'est la précarité, les indemnités insuffisantes, et le risque du chômage ou de la faillite. Pour les plus âgés c'est l'isolement. Pour tout le monde c'est la suppression de libertés fondamentales, l'infantilisation et

les sanctions pour les récalcitrants.

Castex laisse tout juste entrevoir, à celles et ceux qui sauraient se montrer dociles, la récompense d'une « permission » de quelques jours au moment de Noël. Les propos du Premier ministre, osant affirmer que « les soignants ne nous demandent pas d'augmenter le nombre de lits de réanimation » alors que des avions doivent décoller chaque jour pour transférer, faute de place, des malades d'une région à une autre, font scandale.

VERS LA 3ÈME ET LA QUATRIÈME VAGUE ?

En attendant l'arrivée d'un traitement ou d'un vaccin, la seule manière d'endiguer l'épidémie serait une stratégie de prévention fondée non sur des mesures autoritaires et inefficaces, mais sur la conviction et l'adhésion du plus grand nombre. Pour cela il faudrait faire confiance à la population en agissant sur le terrain avec elle et en l'aidant à s'organiser pour veiller au respect collectif des « gestes barrières » éviter la contamination, permettre le dépistage précoce et rapide des personnes contaminées et des « cas contacts », ainsi que leur isolement.

SE MOBILISER, MAINTENANT !

Les colères se multiplient contre les conséquences sanitaires et sociales de cette crise: soignantEs et enseignantEs qui exigent des conditions sûres et satisfaisantes pour exercer leur métier, salariéEs en lutte contre les licenciements, jeunes et précaires jetés dans la misère sans ressources et sans protection sociale, artisans et commerçants et professionnels au bord de la faillite et de la ruine.

Le 7 novembre à Toulouse 5000 personnes hospitalierEs salariéEs de nombreux secteurs, forces politiques politiques des gilets jaunes ont manifesté contre la politique sanitaire du gouvernement, pour un plan d'urgence dans la santé, contre le tournant autoritaire du pouvoir.

Le 10 novembre les enseignantEs, malgré les pressions et les contraintes, se sont mobilisés pour imposer des mesures sanitaires fiables : dédoublement des classes, cantines...pour continuer à accueillir les élèves.

C'est en étendant et en généralisant ces mobilisations, dans l'unité, que l'on pourra éviter de nouvelles catastrophes sanitaires et sociales que ce gouvernement prépare.

... pour une politique radicalement différente

- Nos vies valent plus que leurs profits, le droit aux loisirs et à la culture doit être maintenu dans le respect de la distanciation sociale.,
- C'est sous le contrôle des salariés et avec eux, que doit être défini ce qui est produit et comment on le produit
- C'est sous le contrôle et avec la participation des enseignantEs et des élèves qu'il faut définir les conditions d'études (dédoublement de classes, cantines...)
- Interdiction des licenciements
- réduction du temps de travail (32h), partage du travail entre toutes et tous
- Un revenu mensuel au niveau du SMIC revendiqué (1600 €) garanti à chacun pour éviter d'avoir à choisir entre contamination et survie.
- Un logement décent pour tous et toutes
- Des papiers pour tous les sans papiers
- Un plan emploi formation pour former et à embaucher à la hauteur des besoins dans la santé :
 - 100 000 recrutements dans les hôpitaux,
 - 200 000 dans les Ehpad,
 - 100 000 pour l'aide à domicile et à répondre positivement aux revendications des personnels de la santé et du social.
 - 25 000 travailleurs de santé communautaire pour permettre le dépistage l'isolement et l'accompagnement des personnes contaminées.